PROCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE

La Collectivité européenne d'Alsace, collectivité territoriale ayant son siège à STRASBOURG (67964 Cedex 9) – Hôtel d'Alsace, Place du Quartier Blanc, représentée par Frédéric BIERRY, Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace en exercice, agissant en vertu de la délibération n°... .. de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du

Ci-après désignée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « le Maître d'ouvrage »,

d'une part,

ET

La Société TRABET SAS, société par actions simplifiée immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG sous le numéro de SIRET 811 537 018 000 20 ayant son siège à HAGUENAU (67500) – 35 rue des aviateurs, représentée par Monsieur Thierry KLOTZ,

Ci-après désignée « la Société TRABET » ou « le Titulaire »,

d'autre part,

Ensemble, ci-après dénommées collectivement « les Parties »,

Considérant que les lots n°1 des marchés publics de travaux n°009989 « Fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre d'enrobés bitumineux sur routes départementales et pistes cyclables du Bas-Rhin » et n° 21001478 « Fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de matériaux enrobés sur le territoire de la Collectivité européenne d'Alsace » ont été respectivement notifiés au Titulaire le 8 décembre 2020 et le 18 mars 2022.

Considérant que les modes alternatifs de règlement des différends et la recherche d'une solution amiable pouvant conduire à la conclusion d'une transaction doivent être privilégiés,

Vu les pièces contractuelles des marchés publics de travaux n°009989 « Fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre d'enrobés bitumineux sur routes départementales et pistes cyclables du Bas-Rhin » et n° 21001478 « Fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de matériaux enrobés sur le territoire de la Collectivité européenne d'Alsace »,

Vu l'article L. 423-1 du Code des relations entre le public et l'administration et les articles 2044 et suivants du Code civil relatifs aux transactions,

Vu le 3° de l'article 6 du Code de la commande publique relatif au droit à indemnisation des titulaires des marchés publics lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat,

Vu l'avis du 15 septembre 2022 du Conseil d'État relatif aux possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et aux conditions d'application de la théorie de l'imprévision,

Vu la fiche technique de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'économie, des finances et de souveraineté industrielle et numérique du 21 septembre 2022 relative aux Possibilités offertes par le droit de la commande publique de modifier les conditions financières et la durée des contrats de la commande publique pour faire face à des circonstances imprévisibles et articulation avec l'indemnité d'imprévision.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV :

1.

La Collectivité européenne d'Alsace qui s'est substituée aux départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin le 1^{er} janvier 2021 a souhaité porter sous sa maîtrise d'ouvrage, des travaux d'entretien de son domaine routier. Les prestations concernent les réparations, le renouvellement ou le renforcement en matériaux enrobés bitumeux des couches de roulement et structures des chaussées. A cet effet, des marchés publics par lot géographique sont conclus avec des entreprises de travaux publics.

Le Département du Bas-Rhin a conclu le 8 décembre 2020, avec la Société TRABET un premier marché public de travaux n° 009989 « Fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre d'enrobés bitumineux sur routes départementales et pistes cyclables du Bas-Rhin » portant sur le lot n°1 « Secteur territorial NORD » pour une durée d'un an renouvelable trois fois, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande. Ce dernier

d'un montant minimum de 2 400 000 euros HT et maximum de 16 000 000 euros HT a été renouvelé successivement jusqu'au 31 décembre 2024.

En outre, la Collectivité européenne d'Alsace a également conclu le 18 mars 2022, avec la Société TRABET un second marché de travaux n° 21001478 « Fourniture, fabrication, transport et mise en œuvre de matériaux enrobés sur le territoire de la Collectivité européenne d'Alsace » portant sur le lot n°1 « Réseau géré par le service autoroutier (CEI d'Ebersheim et CEIA : centre d'entretien et d'intervention autoroutier de Soufflenheim) », pour une durée d'un an renouvelable deux fois, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande. Ce marché sans minimum et d'un montant maximum de 48 000 000 euros HT a été renouvelé successivement jusqu'au 31 décembre 2024.

Ces opérations ont été dirigées sous maîtrise d'œuvre interne par la Direction des Routes, des Infrastructures et des Mobilités de la Collectivité européenne d'Alsace (ci-après « le Maître d'œuvre »).

2.

Au cours de l'exécution de ces contrats, des difficultés sont néanmoins apparues entre les Parties.

SUR LE MARCHÉ N°009989 – LOT N°1 – CAMPAGNE 2023

Au cours de l'année 2023, la Collectivité européenne d'Alsace a réalisé trente-quatre commandes d'un montant total de 2 845 994,06 euros TTC, révisions de prix comprises.

Le 2 avril 2024, la Société TRABET a envoyé, par l'intermédiaire de son conseil, un mémoire en réclamation qui a été notifié le 5 avril 2024. Ce mémoire portait d'une part sur les modalités de règlement des comptes et d'autre part sur une demande de rémunération complémentaire au titre de la théorie de l'imprévision, codifiée à l'article L.6 3° du Code de la commande publique, pour un montant total de 784 454,63 euros TTC (653 712,19 euros HT).

La Collectivité européenne d'Alsace a maintenu, dans ses courriers datés des 6 et 28 mars 2024, qu'en l'absence de mise en œuvre par le Maître d'œuvre des opérations préalables à la réception des ouvrages prévues par l'article 41 du CCAG-Travaux 2009 et donc de l'achèvement des travaux, il ne pouvait y avoir de projet de décompte final établi par le Titulaire. De plus, le Maître d'ouvrage a rappelé au Titulaire que les demandes indemnitaires liées à l'application de la théorie de l'imprévision, en raison de leur caractère extracontractuel, ne pouvaient figurer dans le règlement financier du marché.

Enfin, le Maître d'œuvre a pu estimer, pour les chantiers réalisés sur la campagne 2023 au titre du marché n°009989, des malfaçons dont le montant global des pénalités était de 27 500 euros.

Par son mémoire en réclamation du 2 avril 2024, la Société TRABET a demandé une rémunération complémentaire au titre des augmentations de tarifs concernant notamment l'énergie et les matières premières causée par les aux surcoûts du marché lié au contexte géopolitique en Ukraine, pour un montant de 653 712,19 euros HT.

SUR LE MARCHÉ N°21001478 – LOT N°1 – PERIODE INITIALE 2022

Au cours de l'année 2022, la Collectivité européenne d'Alsace a réalisé huit commandes pour un montant total de 5 065 509,80euros TTC, révisions de prix comprises.

Le 6 juin 2023, la Société TRABET a simultanément soumis un projet de décompte final pour le règlement financier de l'année 2022 et une demande de rémunération complémentaire d'un montant total de 1 194 734,54 euros HT.

Cette demande de rémunération complémentaire comprenait :

- Les pertes financières dues à la hausse soudaine des matières premières en raison du contexte géopolitique, pour un montant de 856 099,81 euros TTC (713 416,51 euros HT) ;
- Le non-respect de la loi de transition écologique pour la croissance verte - Impact 1, pour un montant de 195 246,48 euros TTC (162 705,40 euros HT) ;
- Le non-respect de la loi de transition écologique pour la croissance verte - Impact 2, pour un montant de 146 788,20 euros TTC (122 323,50 euros HT) ;
- La rémunération d'un Plan Assurance Qualité (PAQ) et d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), pour un montant de 196 286,13 euros HT.

Par la suite, le Titulaire a soumis un projet de décompte général incluant les sommes mentionnées ci-dessus dans une lettre datée du 17 juillet 2023. Il a entendu lui donner un caractère définitif par un courrier du 22 août 2023, demandant au Maître d'ouvrage le règlement du solde du marché.

Pour sa part, la Collectivité européenne d'Alsace avait exprimé son accord, dans un courrier daté du 24 mai 2023, concernant la prise en charge partielle des surcoûts énergétiques dus au contexte géopolitique entre février 2022 et juillet 2022. Le marché ayant été notifié le 18 mars 2022, c'est-à-dire dans la période qui a suivi le déclenchement du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine qui a éclaté le 22 février 2022 et qui a engendré un renchérissement important des coûts de production, ainsi que des difficultés d'exécution des contrats de la commande publique, au regard notamment de leurs clauses financières.

Cependant, elle conteste fermement l'établissement du décompte du Titulaire et son caractère définitif. En l'absence de mise en œuvre des opérations préalables à la réception des ouvrages prévues par l'article 41 du CCAG-Travaux 2021 et en l'absence de réception effective des travaux, la collectivité estime qu'il ne peut y avoir de règlement des comptes. Elle a formellement exprimé cette position dans un courrier en date du 6 mars 2024.

Enfin, le Maître d'œuvre a pu estimer, pour les chantiers réalisés, des malfaçons dont le montant global des pénalités était de 88 000 euros.

SUR LE MARCHÉ N°21001478 – LOT N°1 – PERIODE OPTIONNELLE 2023

Au cours de l'année 2023, la Collectivité européenne d'Alsace a réalisé cinq commandes pour un montant total de 4 499 200,40 euros TTC, révisions de prix comprises.

Le 8 février 2024, la Société TRABET a simultanément soumis un projet de décompte final pour le règlement financier de l'année 2023 et une demande de rémunération complémentaire d'un montant total de 2 149 389,33 euros HT.

Cette demande de rémunération complémentaire comprenait :

- Les pertes financières liées au contexte géopolitique, pour un montant de 1 935 933,23 euros HT ;

- Le non-respect de la loi de transition énergétique pour la croissance verte – impact 1, pour un montant de 119 361,10 euros HT ;
- Le non-respect de la loi de transition énergétique pour la croissance verte - impact 2, pour un montant de 94 095,00 euros HT.

Selon l'article 12.4 du CCAG-Travaux 2021, le Maître d'ouvrage doit notifier le décompte général au Titulaire dans un délai de 30 jours après la réception du décompte final, soit ici jusqu'au samedi 9 mars 2024. Cependant, l'article 3.2.4 précise que lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, soit le lundi 11 mars 2024 à minuit.

La Collectivité européenne d'Alsace a adressé le décompte général au Titulaire par un courrier du 7 mars 2024, qui a été notifié le 11 mars 2024. Ce décompte général comprenait le décompte final rectifié par le Maître d'œuvre, avec la présence de pénalités pour un montant total de 215 170 € et des mises en conformité attendues.

La Société TRABET a considéré que cette notification était tardive et que le décompte général ainsi produit par le Maître d'ouvrage serait sans valeur juridique. Dans cette logique, la Société TRABERT a produit son propre décompte général le 13 mars 2024, qui diffère largement de celui de la Collectivité européenne d'Alsace.

Cependant, par un courrier du 28 mars 2024 au Titulaire, le Maître d'ouvrage a rappelé qu'il avait produit le décompte général et que celui-ci avait été notifié à la Société dans le délai règlementaire.

Le 6 avril 2024, la Société TRABET a enfin envoyé, par l'intermédiaire de son conseil, un mémoire en réclamation qui a été notifié le 8 avril 2024. Ce mémoire, dont l'objet-même était de contester le décompte général produit par le Maître d'ouvrage, portait d'une part sur les modalités de règlement des comptes du marché n°21001478 pour la campagne 2023, et d'autre part sur la demande de rémunération complémentaire précitée.

Le fait même que la Société TRABET ait contesté le contenu du décompte général produit par le Maître d'ouvrage constitue la reconnaissance de la valeur juridique dudit décompte général et la reconnaissance implicite de l'absence de valeur du décompte général qu'elle a produit le 13 mars 2024.

3.

C'est dans ces circonstances que la Collectivité européenne d'Alsace et la Société TRABET se sont rapprochées à l'occasion de nombreuses réunions, la dernière ayant été organisée le 16 mai 2024, et ont accepté de faire des concessions réciproques afin de régler à l'amiable le litige exposé ci-avant et de prévenir toute contestation à naître, dans les termes des articles 2044 et suivants du Code civil et dans les formes et modalités précisées dans le présent protocole.

CECI ETANT PRECISE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{er} – OBJET

Le présent protocole d'accord transactionnel a pour objet, dans le cadre de concessions réciproques, de mettre fin aux différends qui opposent les Parties et qui trouvent leur source dans l'exécution des marchés publics présentés ci-dessus ainsi que de prévenir tout litige à naître au titre de de l'exécution de ces derniers au cours l'année 2024.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

L'ensemble des engagements de la Collectivité européenne d'Alsace et de la Société TRABET constituent un tout indivisible, établi dans l'idée de créer un équilibre dans leurs engagements réciproques.

Les engagements de chacune des parties ne constitueront des obligations opposables par l'autre partie que si cette dernière considère ses propres obligations comme lui étant opposables. Ainsi, le manquement à l'un des engagements d'une des parties crée un déséquilibre entraînant *de facto* la caducité des engagements réciproques de l'autre partie.

2.1 ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

2.1.1 SUR L'APPLICATION DES PENALITES CONTRACTUELLES

Lors de l'exécution des marchés cités en préambule, la Collectivité européenne d'Alsace a constaté plusieurs manquements imputables à la Société TRABET tant du point de vue de la réalisation technique des travaux, que de ses engagements d'ordre administratif.

Ces constats entraînent l'application de pénalités conformément aux stipulations contractuelles qui lient la Société TRABET à la Collectivité européenne d'Alsace pour un montant total de 330 670,00 euros. Le tableau annexé à la présente convention liste l'ensemble des manquements relevés quant à l'exécution des marchés par la Société TRABET (cf. **Annexe n°1**).

La Collectivité européenne d'Alsace s'engage toutefois à travers les dispositions de la présente convention à ne pas exiger le recouvrement de ces pénalités, qui sont contestées par la Société TRABET, et qui concernent s'agissant des travaux, de la non-reprise de défauts qui ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la sécurité ni à l'usage normal du domaine public routier.

2.1.2 SUR LA RECEPTION DES OUVRAGES ET LE REGLEMENT DES COMPTES

La Collectivité européenne d'Alsace en tant que Maître d'ouvrage, s'engage à prononcer, dès l'entrée en vigueur de la présente convention :

- la réception sans réserve de l'ensemble des travaux commandés dans le cadre du marché n°009989 – lot n°1 pour campagne 2023 ;
- la réception sans réserve de l'ensemble des travaux commandés dans le cadre du marché n°21001478 – lot n°1 pour la campagne initiale 2022 ;

- la réception sans réserve de l'ensemble des travaux commandés dans le cadre du marché n°21001478 – lot n°1 pour la campagne 2023.

En conséquence, la réception constituant l'acte marquant l'achèvement des travaux et le déclenchement du règlement financier des marchés, la Collectivité européenne d'Alsace, en tant que Maître d'ouvrage, s'engage à valider et à signer :

- le décompte général du marché n°009989 – lot n°1 – campagne 2023 annexé à la présente convention (cf. **Annexe n°2**) proposé par le Maître d'œuvre et prenant en compte les concessions réciproques exprimées dans la présente convention, cela conformément à l'article 13.4.2 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) Travaux 2009 ;
- le décompte général du marché n°21001478 – lot n°1 – campagne initiale 2022 annexé à la présente convention (cf. **Annexe n°3**) proposé par le Maître d'œuvre et prenant en compte les concessions réciproques exprimées dans la présente convention, cela conformément à l'article 12.4.2 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) Travaux 2021.
- le décompte général du marché n°21001478 – lot n°1 – campagne 2023 annexé à la présente convention (cf. **Annexe n°4**) proposé par le Maître d'œuvre et prenant en compte les concessions réciproques exprimées dans la présente convention, cela conformément à l'article 12.4.2 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) Travaux 2021.

2.1.3 SUR LA MISE EN ŒUVRE DES FUTURES COMMANDES 2024

a) Les dispositions de l'article 79 de la loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) du 17 août 2015 imposent que :

« L'Etat et les collectivités territoriales justifient chaque année, et pour l'Etat à une échelle régionale : [...]

2° A partir de 2020 :

a) Qu'au moins 60 % en masse de l'ensemble des matériaux utilisés pendant l'année dans leurs chantiers de construction routiers sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage de déchets ;

*b) Et que, pour les matériaux utilisés pendant l'année dans les chantiers de construction et d'entretien routiers parmi ces matériaux, **au moins 20 % en masse des matériaux utilisés dans les couches de surface et au moins 30 % en masse des matériaux utilisés dans les couches d'assise sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage de déchets.** »*

La Collectivité européenne d'Alsace considère que cette obligation s'applique globalement aux matériaux utilisés pendant l'année pour l'ensemble des différents chantiers de construction et d'entretien routiers et non à un marché en particulier.

La Collectivité européenne d'Alsace n'admet aucun manquement relatif à l'application des dispositions légales précitées, dans le cadre de l'exécution des marchés n°21001478 et n°009989, et ne reconnaît aucune responsabilité de sa part susceptible de générer une quelconque indemnisation à verser à la Société TRABET au titre des travaux réalisés pendant les campagnes 2022 et 2023 desdits marchés.

Afin d'anticiper tout différend entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire durant l'exécution de la campagne 2024 du lot n°1 du marché n°21001478, la Collectivité européenne d'Alsace, en tant que Maître d'ouvrage, s'engage toutefois à prendre en compte une augmentation du taux d'agrégats d'enrobés (AE) à réemployer lors des travaux à réaliser par la Société TRABET.

Ainsi, cette augmentation qui faisait l'objet de plusieurs réclamations dans l'exécution des marchés cités en préambules sera immédiatement précisée dans les futurs bons de commande des chantiers suivants :

- A35 « Heyler » au droit de Hoerdt sens Lauterbourg vers Strasbourg
 - GB (grave bitume) avec 70% d'agrégats d'enrobés,
 - BBSG (béton bitumineux semi grenu) en liant modifié avec 30% d'agrégats d'enrobés,
 - Matériaux bitumineux à chaud ;
- A35 « Lichtenberg » au droit de Rohrwiller, sens Strasbourg vers Lauterbourg :
 - BBSG en liant modifié avec 30% d'agrégats d'enrobés,
 - Matériaux bitumineux à chaud ;
- A35 « Seltzbach » au droit de Seltz, sens Lauterbourg vers Strasbourg:
 - BBSG en liant modifié avec 50% d'agrégats d'enrobés,
 - Matériaux bitumineux à chaud,
 - Garantie de l'entreprise sur 8 ans.

Ces modifications occasionnent un surcoût estimé à environ 430 000 euros TTC pour le Maître d'ouvrage et sont consenties par la Collectivité européenne d'Alsace en ce qu'elles concrétisent une démarche favorable à l'environnement.

b) En outre, le Maître d'ouvrage s'engage également à ne pas émettre de bon de commande en 2024 concernant les travaux initialement prévus sur la RD140 à Marienthal. Ces travaux, reportés à l'année 2025, seront confiés au titulaire d'un marché distinct des marchés n°21001478 et n°009989.

2.2 ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE TRABET

2.2.1 SUR LES DEMANDES DE REMUNERATION COMPLEMENTAIRE RELATIVES AUX DISPOSTIONS DE LA LOI RELATIVE A LA TRANSITION ENERGETIQUE POUR LA CROISSANCE VERTE

Les dispositions de l'article 79 de la loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) du 17 août 2015 imposent que :

« L'Etat et les collectivités territoriales justifient chaque année, et pour l'Etat à une échelle régionale : [...]

2° A partir de 2020 :

a) Qu'au moins 60 % en masse de l'ensemble des matériaux utilisés pendant l'année dans leurs chantiers de construction routiers sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage de déchets ;

*b) Et que, pour les matériaux utilisés pendant l'année dans les chantiers de construction et d'entretien routiers parmi ces matériaux, **au moins 20 % en masse des matériaux utilisés dans les couches de surface et au moins 30 % en***

masse des matériaux utilisés dans les couches d'assise sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage de déchets. »

La Société TRABET considère que la Collectivité européenne d'Alsace, en tant que Maître d'ouvrage n'a pas respecté ses obligations en matière de réemploi, de la réutilisation ou du recyclage de déchets occasionnant un préjudice contractuel pour la Société TRABET, précisé dans ses demandes de rémunération complémentaires relatives à l'exécution du lot n°1 du marché n°21001478 pour les campagnes contractuelles 2022 et 2023 pour un montant total de 522 949,70 euros HT (213 456,10 euros HT pour 2023 et 309 493,60 euros HT pour 2022).

Cependant, en contrepartie des concessions stipulées à l'article 2.1.3 de la présente convention et pour clore tout débat juridique concernant l'interprétation des dispositions précitées, la Société TRABET s'engage à renoncer, dans l'exécution des marchés cités en préambule, à l'ensemble de ses demandes indemnitaires passées et futures fondées sur les dispositions de la loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) du 17 août 2015.

2.2.2 SUR LES DEMANDES DE REMUNERATION COMPLEMENTAIRE RELATIVES A L'APPLICATION DE LA THEORIE DE L'IMPREVISION

La Société TRABET a conclu avec la Collectivité européenne d'Alsace le 8 décembre 2020, le marché de travaux n° 009989 ainsi que le marché de travaux n° 21001478 le 18 mars 2022. Au cours de l'exécution de ces contrats, les conditions de fourniture de l'énergie et des matières premières ont fortement évolué en raison du conflit armé en Ukraine à partir de mars 2022.

Dans ce contexte, l'avis n° 405540 du Conseil d'Etat du 15 septembre 2022 relatif aux possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et aux conditions d'application de la théorie de l'imprévision a pu préciser que le titulaire d'un contrat de la commande publique a droit, afin de lui permettre d'assurer la poursuite de l'exécution du contrat et la continuité du service public, à une indemnité d'imprévision visant à compenser les charges extracontractuelles qu'il a subies et afférentes à la période d'imprévision. A cet effet, le Conseil d'Etat a spécifié que les parties pouvaient formaliser leur accord dans le cadre d'une convention dont le seul objet est l'indemnisation des charges extracontractuelles et qui ne peut être que temporaire.

Par ailleurs, la circulaire du Premier ministre n° 6374/SG du 29 septembre 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières, a également rappelé l'importance de prévoir une clause de révision de prix dans les contrats exposant les parties à un aléa majeur ou nécessitant une part importante de fournitures, la possibilité de recourir aux différents cas de modification des contrats en cours d'exécution prévus par le code de la commande publique et enfin la possibilité d'appliquer la théorie de l'imprévision désormais codifiée à l'article L.6 du code de la commande publique.

Il résulte ainsi des dispositions de l'article L.6 3° du Code de la commande publique que:

« 3° Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité ; »

A ce titre, la Société TRABET a produit trois demandes de rémunération complémentaires concernant l'application de la théorie de l'imprévision :

- Une demande relative aux pertes financières dues à la hausse soudaine des matières premières en raison du contexte géopolitique, pour un montant de 856 099,81 euros TTC (713 416,51 euros HT) lors de l'exécution du lot n°1 du marché n°21001478 campagne initiale 2022 ;
- Une demande relative aux pertes financières dues à la hausse soudaine des matières premières en raison du contexte géopolitique, pour un montant de 1 820 195.69 euros HT lors de l'exécution du lot n°1 du marché n°21001478 campagne 2023 ;
- Une demande relative aux pertes financières dues à la hausse soudaine des matières premières en raison du contexte géopolitique, pour un montant total de 784 454,63 euros TTC (653 712,19 euros HT) lors de l'exécution du lot n°1 du marché n°009989 campagne 2023.

L'analyse menée par les services de la Collectivité européenne d'Alsace a mis en lumière la circonstance que la Société Trabet serait en droit de réclamer et d'obtenir une indemnisation au titre de ses surcoûts nés de l'augmentation du prix des enrobés qu'elle a approvisionnés pour les chantiers de la Collectivité lors de **l'exécution du lot n°1 du marché n°21001478 campagne 2022.**

En effet, la formule de l'indice TP09 « Fabrication et mise en œuvre d'enrobés », applicable aux marchés de travaux concernés, intégrait, avant le 1^{er} juillet 2022, le fioul lourd comme énergie de production des enrobés, puis a intégré le gaz naturel après cette date.

Or, l'ensemble des usines d'enrobés en Alsace intègre le gaz naturel comme énergie de production. De ce fait, la Société TRABET pour les chantiers de la Collectivité européenne d'Alsace, a toujours utilisé l'électricité et le gaz naturel comme énergies de production de ses enrobés, énergies dont les prix ont beaucoup fluctué et surtout à la hausse pendant le 1^{er} semestre 2022, notamment en ce qui concerne le gaz naturel.

Ainsi, entre le 1er janvier 2022 et le 30 juin 2022, le Titulaire a réalisé les chantiers ci-dessous :

A 35	Lauterbourg > Strasbourg « Rosengarten »	PR 202+000 au 207+600	Réhabilitation sur 19 cm	travaux du 25 avril au 20 mai 2022	7 650 T de BBSG 13 290 T de GB
A 35	Strasbourg > Lauterbourg « Offendorf »	PR 236+500 au 235+600	Réhabilitation sur 23 cm	travaux du 13 au 17 juin 2022	1 405 T de BBSG 2 792 T de GB
A 35	Lauterbourg > Strasbourg « Hippodrome »	PR 242+000 au 245+800	Réhabilitation sur 16 cm	travaux du 30 mai au 10 juin 2022	6 383 T de BBSG 6 970 T de GB
A 35	Lauterbourg > Strasbourg Bretelle échang.	A35 / A4	Réhabilitation sur 16 cm	travaux du 20 au 23 juin 2022	744 T de BBSG 1 073 T de GB

Soit 40 707 Tonnes de matériaux bitumineux.

Le tableau ci-dessous compare les coûts énergétiques suivant l'énergie prise en compte dans l'indice TP09 (fioul lourd) avant le 1er juillet 2022 et les énergies (gaz naturel et électricité) utilisées par les usines de fabrication de matériaux bitumineux approvisionnés par la Société TRABET. Il reprend les tonnes de matériaux fabriqués et mises en œuvre mois par mois, avec les fluctuations des prix des différentes énergies nécessaires.

			Avril	Mai	Juin	base janvier (appel d'offres)
	Matériaux bitumineux	Tonnes	5 758,50	15 181,50	19 767,00	avril + mai + juin 40 707,00
Energie suivant indice TP09 jusqu'au 30 juin 2022	fioul lourd (base indice TP09)	litres nécessaires	40 309,50	106 270,50	138 369,00	284 949
		Indice INSEE	130	165,5	170,6	
		prix au litre	0,17 €	0,18 €	0,17 €	0,13 €
		Total € par mois	6 671,22 €	19 224,33 €	23 605,75 €	
		Total	49 501,31 €			37 043,37 €
		Total différence entre janvier et mois réalisation				12 457,94 €
Energie utilisée (prise en compte dans le TP09 depuis le 1er juillet 2022)	Gaz	MWh nécessaire	621,92	1639,60	2134,84	4396,356
		tarif €/MWh	77,30 €	73,00 €	78,82 €	48,61 €
		Total € par mois	48 074,26 €	119 690,95 €	168 267,77 €	
		Total € par mois	336 032,98 €			213 706,87 €
	Electricité	MWh nécessaire	103,65	273,27	355,81	732,726
		tarif €/MWh	259,00 €	305,00 €	314,00 €	132,50 €
		Total € par mois	26 846,13 €	83 346,44 €	111 723,08 €	
		Total	221 915,65 €			97 086,20 €
	Gaz et électricité	Total gaz et électricité	557 948,63 €			310 793,06 €
		Total différence entre janvier et mois réalisation				247 155,57 €
Montant / différence HT			234 697,63 €			
Montant / différence TTC			281 637,16 €			

La hausse du prix des énergies de production réellement utilisées pour la fabrication des matériaux bitumeux approvisionnés sur les chantiers de la Collectivité entre avril et juin 2022 n'ayant été compensée par l'évolution de la structure de l'indice TP09 qu'à partir du 1er juillet 2022, la Collectivité considère que l'entreprise Trabet justifie qu'une indemnité d'imprévision permettant de supporter ces surcoûts pour la période antérieure au 1er juillet 2022 lui soit versée.

En revanche, la Collectivité européenne d'Alsace estime qu'à compter de cette date, les demandes d'indemnisation fondées sur l'augmentation des coûts de production des enrobés du fait de la crise ukrainienne ne sont plus à prendre en compte compte-tenu de la mise à jour de l'indice TP09.

Ainsi, en tenant compte des différentes factures d'énergie fournies par la Société TRABET, la différence entre le prix de l'énergie (fioul lourd) prise en compte dans l'indice TP09 avant le 1er juillet 2022 et celui des énergies réellement utilisées pour la fabrication des enrobés approvisionnés (gaz et électricité) et donc effectivement supporté par l'entreprise, le surcoût énergétique assumé par la Société TRABET serait de 281 637,16 euros TTC au regard des tonnages d'enrobés mis en œuvre avant le 1er juillet 2022 lors de l'exécution du lot n°1 du marché n°21001478 campagne initiale 2022.

Cependant, la Collectivité européenne d'Alsace considère que les autres demandes concernant l'exécution du lot n°1 du marché n°009989 campagne 2023 et de l'exécution du lot n°1 du marché n°21001478 campagne 2023 au regard de la mise à jour de l'indice TP09 en juillet 2022 sont infondées.

Au regard de cette analyse et dans la perspective de concessions réciproques, et étant considéré que le montant des surcoûts de production des matériaux bitumineux subis par la Société s'équilibre avec le montant des pénalités applicables au titre des marchés n°009989 et n°21001478, par les dispositions de la présente convention, la Société TRABET renonce à son droit au versement d'une indemnité d'imprévision d'un montant estimatif de 281 637,16 euros TTC pour l'exécution du lot n°1 du marché n°21001478 campagne 2022.

Le Titulaire s'engage enfin à renoncer dans l'exécution des marchés cités en préambule, à l'ensemble de ses demandes indemnitaires passées et futures fondées sur la théorie de l'imprévision codifiée à l'article L.6 3° du Code de la commande publique.

2.2.3 SUR LE REGLEMENT DES COMPTES DES DIFFERENTS MARCHES

Prenant acte des concessions réciproques exprimées par les dispositions de la présente convention, la Société TRABET s'engage, en premier lieu, à :

- Déclarer nul et sans effet le décompte général correspondant à l'exécution du lot n°1 du marché n°21001478 campagne 2022 qu'elle a produit le 6 juin 2023 ;
- Déclarer nul et sans effet le décompte général correspondant à l'exécution du lot n°1 du marché n°21001478 campagne 2023 qu'elle a produit le 6 février 2024 ;
- Déclarer nul et sans effet le décompte général correspondant à l'exécution du lot n°1 du marché n°009989 campagne 2023 qu'elle a produit le 8 février 2024.

En second lieu, la Société TRABET reconnaît, tout comme le reconnaît aussi la Collectivité européenne d'Alsace, que :

➤ d'une part :

- le décompte général annexé à la présente convention (cf. **Annexe n°2**) constitue le décompte général du marché n°009989 – lot n°1 – campagne 2023 qui lie définitivement les parties au sens du 13.4.3. du CCAG 2009 ;
- le décompte général annexé à la présente convention (cf. **Annexe n°3**) constitue le décompte général du marché n°21001478 – lot n°1 – campagne 2022 qui lie définitivement les parties au sens du 12.4.3. du CCAG 2021 ;
- le décompte général annexé à la présente convention (cf. **Annexe n°4**) constitue le décompte général du marché n°21001478 – lot n°1 – campagne 2023 qui lie définitivement les parties au sens du 12.4.3. du CCAG 2021 ;

- d'autre part, que les trois décomptes généraux annexés à la présente convention, sans qu'aucune modification n'y soit apportée, deviendront, dès la signature de la présente convention, les décomptes généraux définitifs (DGD) des trois marchés concernés, au sens des CCAG travaux applicables,
- enfin, que les éventuels intérêts moratoires dus par le Maître d'ouvrage à la Société TRABET au titre du versement des soldes des trois marchés précités ne commenceront à courir qu'à compter de la date d'entrée en vigueur des décomptes généraux définitifs y afférents.

2.2.4 SUR LES FUTURES COMMANDES 2024

Dans le cadre de futures commandes, le Titulaire a demandé la résiliation du bon de commande n°C20248070 notifié le 23 avril 2024 pour le chantier de « Renforcement de chaussée RD1059 MUSLOCH » fondée sur la survenance d'une circonstance imprévue, en la justifiant. A réception de la convention dûment signée, la Collectivité européenne d'Alsace résiliera le bon de commande n°C20248070.

2.2.5 SUR LA DEMANDE DE REMUNERATION AU TITRE DE L'ELABORATION D'UN PAQ ET D'UN PPSPS

La Société TRABET a réclamé une rémunération complémentaire au titre de l'établissement d'un Plan Assurance Qualité (PAQ) et d'un Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), pour un montant de 196 286,13 euros.

Ces documents n'ayant jamais été remis au Maître d'ouvrage, la Société TRABET s'engage à renoncer à cette demande de rémunération.

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DES SOMMES DUES

La Collectivité européenne d'Alsace versera les sommes dues par mandat administratif sur le compte bancaire correspondant au relevé d'identité bancaire (RIB) de la Société.

Le comptable public est chargé pour ce qui le concerne de l'exécution du présent accord transactionnel.

ARTICLE 4 – RENONCIATION A RECOURS

En considération de la présente transaction, résultat de concessions réciproques, les Parties renoncent à tout droit, action, demande ou prétention, nés ou à naître, comme à l'exercice de toute action judiciaire ou autre envers l'autre Partie relativement aux faits ci-dessus exposés.

Le Protocole a un caractère transactionnel, forfaitaire, définitif et irrévocable entre les Parties conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, lesquelles déclarent à ce jour n'avoir plus aucune réclamation à formuler l'une vis-à-vis de l'autre, quelles qu'elles soient.

Conformément à l'article 2052 du Code civil, le présent Protocole fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les Parties d'une action en justice ayant le même objet. Les Parties se désistent donc de toute instance et action, actuelle ou à venir, à l'encontre de l'une ou l'autre relativement aux faits ci-dessus exposés.

Il est entendu entre les Parties que celles-ci s'interdisent de remettre en cause le Protocole, en tout ou partie, dans son exécution, ou son interprétation et qu'elles n'auront d'action qu'en exécution et non en résolution de celui-ci.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE

Le présent protocole d'accord transactionnel ne fait pas l'objet d'une quelconque confidentialité, les termes de celui-ci sont rendus publics, le document étant joint à la délibération de la Commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace et soumis au contrôle de légalité.

Enfin, la présente transaction constitue une pièce justificative au paiement par le comptable public.

ARTICLE 6 – DIVERS

Les Parties déclarent avoir la capacité de conclure le présent protocole valant transaction au sens de l'article L. 423-1 du Code des relations entre le public et l'administration, des articles 2044 et suivants du Code civil, et d'exécuter les obligations qui en découlent pour elles.

Les Parties déclarent chacune pour ce qui la concerne que leur consentement à la présente convention est libre et traduit leur volonté éclairée. Elles reconnaissent qu'elles ont disposé d'un délai de réflexion suffisant pour apprécier l'étendue et les conséquences de la présente convention.

Compte tenu des concessions réciproques et équilibrées consenties par les parties, les clauses du protocole d'accord transactionnel ont un caractère indivisible.

ARTICLE 7 – ENTREE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE

Le présent protocole d'accord transactionnel est exécutoire de plein droit à compter de la signature par l'ensemble des parties de la présente convention, sans qu'il soit besoin de recourir à une procédure d'homologation par le juge administratif.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation du présent protocole d'accord transactionnel relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Strasbourg.

ARTICLE 9 – ANNEXES CONTRACTUELLES

Les annexes listées ci-dessous ont valeur contractuelle :

Annexe n°1 : tableau listant l'ensemble des manquements relevés quant à l'exécution des marchés par la Société TRABET

Annexe n°2 : décompte général du marché n°009989 – lot n°1 – campagne 2023

Annexe n°3 : décompte général du marché n°21001478 – lot n°1 – campagne 2022

Annexe n°4 : décompte général du marché n°21001478 – lot n°1 – campagne 2023

Signature des parties :

Fait à Strasbourg, le

en deux exemplaires originaux,

Pour la Collectivité européenne d'Alsace

Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace
Frédéric BIERRY

Pour la Société TRABET

Par personne autorisée par les statuts de la société

...